

M. MacDonald: Nous osons croire que les politiques seront annoncées de la façon ordinaire, mais, étant donné l'importance de la question, que le premier ministre a lui-même portée à notre attention jeudi soir, le très hon. représentant n'indiquerait-il pas à la Chambre, puisqu'il y a presque un mois et demi que les États-Unis ont amorcé ces politiques, s'il semble que le président, le secrétaire au Trésor et d'autres se rendent compte des graves répercussions des mesures prises sur l'économie canadienne?

Le très hon. M. Trudeau: La Chambre sait que les ministres du gouvernement fédéral ont rencontré ceux du gouvernement des États-Unis et leur ont fait des instances, ici même à Ottawa, lors de la venue de M. Stans, et à l'occasion des rencontres internationales, alors que le secrétaire Connally s'est entretenu avec mon collègue le ministre des Finances. Je ne pense pas que moi ou quelque membre de mon gouvernement puissions aller jusqu'à fouiller leur pensée afin de savoir s'ils comprennent tout à fait les points qui leur ont été signalés, mais, je le répète, lors des rencontres que j'ai eues il y a une couple de jours, il m'a semblé que des membres sérieux et importants du Congrès des États-Unis comprenaient notre point de vue. J'espère que les membres du gouvernement américain ne sont pas moins intelligents et pas moins éclairés que les représentants avec qui je me suis entretenu.

*

L'AGRICULTURE

LES MACHINES AGRICOLES—L'APPLICATION DES MESURES PROPOSÉES PAR LA COMMISSION BARBER

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il y a plusieurs mois que le rapport final de la Commission Barber sur les machines agricoles a été publié. Le ministre est-il maintenant prêt à faire une déclaration quant aux projets éventuels du gouvernement en ce qui concerne l'application des recommandations du rapport?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur l'Orateur. Je ne saurais dire au juste quand nous ferons une nouvelle déclaration. Mais j'ai déjà fait plusieurs déclarations à la Chambre à ce sujet.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ESSAIS NUCLÉAIRES EN URSS

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, monsieur l'Orateur. Le gouvernement compte-t-il protester auprès du gouvernement de l'URSS à propos de la gigan-

[M. l'Orateur.]

tesque explosion nucléaire souterraine qui aurait eu lieu tôt ce matin?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): J'ai fait récemment un certain nombre de déclarations sur ce sujet et je compte mettre encore davantage l'accent sur cette question cette semaine en demandant que tous les pays arrêtent complètement leurs essais, y compris les expériences souterraines du genre de celle à laquelle vient de se livrer l'URSS. J'insiste particulièrement sur ce point, parce qu'il serait très regrettable que les États-Unis justifient leurs propres expériences dans ce domaine en arguant de celle qui vient de se dérouler en Union soviétique.

M. Nesbitt: Le secrétaire d'État n'a peut-être pas bien saisi le sens de ma question. Je voudrais savoir si le gouvernement entend élever auprès du Kremlin une protestation spécifique au sujet de l'explosion de ce matin? Ou bien cette protestation sera-t-elle incluse dans la déclaration que le ministre doit faire devant l'Assemblée générale de l'ONU?

L'hon. M. Sharp: Non, je n'ai aucunement l'intention de faire une protestation officielle auprès de l'Union soviétique, de la République populaire de Chine ou de la France, qui sont toutes responsables d'explosions nucléaires. Si nous avons eu des entretiens particuliers avec les États-Unis, c'est que cette expérience, telle que prévue, posait un problème supplémentaire en ce qu'elle pouvait avoir un effet direct sur les populations qui vivent sur la côte du Pacifique, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis. C'est donc pour d'autres raisons qu'il faut condamner ce genre d'explosion nucléaire, car elle enfreint l'interdiction des expériences et doit avoir lieu dans une région où le terrain est difficile, ce qui pourrait donner lieu à des effets imprévisibles.

Des voix: Bravo!

* * *

L'INFORMATION

L'ACCESSIBILITÉ AU PUBLIC

M. G. W. Baldwin (Peace River): Je voudrais poser une question au ministre de la Justice, étant donné que le rapport du Conseil économique du Canada recommande fortement au gouvernement de clarifier le plus tôt possible le droit du public d'accéder aux renseignements publics sans restriction bureaucratique ou gouvernementale. Le gouvernement présentera-t-il un projet de loi à ce sujet et sinon, envisage-t-il d'ordonner que le sujet du bill C-250 soit renvoyé à un comité? Je pose ces questions, monsieur l'Orateur, à cause de la difficulté que nous avons d'obtenir des renseignements à l'intérieur ou en dehors de la Chambre.